

## Université d'été d'Attac

## Une lutte collective

## Editorial

■ Si l'on n'attend pas grand chose en termes de résultats concrets de la Conférence internationale sur le climat qui va se tenir en décembre à Paris, l'événement a le mérite de cristalliser et d'offrir une tribune aux luttes planétaires et aux mobilisations

pour inverser la tendance du réchauffement climatique. Il faut s'emparer de ce moment pour, au-delà de l'alerte, porter haut les revendications pour le droit de vivre bien.

Que la crise climatique soit liée à l'activité humaine ne fait plus de doute. Mais tous les humains ne sont pas responsables de la situation. L'écrasante majorité des femmes et des hommes subissent cruellement et dans leur chair les effets d'un système financier mondialisé responsable des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de l'exploitation à outrance des

ressources naturelles.

Les solutions pour arrêter la course aux profits ne se trouvent pas dans le capitalisme vert qui, ne nous leurrions pas, va s'offrir une belle vitrine avec la COP21. Car le système est en effet suffisamment cynique et fort pour trouver dans la crise climatique de nouvelles sources d'enrichissement et de renouvellement. La voie de l'avenir, certes complexe mais certainement la plus sûre, est dans la capacité des citoyens à s'emparer de cet enjeu pour réclamer d'autres choix et un autre système. C'est à dire une autre politique. Une politique radicalement

en rupture avec le libéralisme. Exiger d'autres choix réclame la naissance d'une mobilisation collective.

A ce titre, les progressistes ont une responsabilité importante et historique pour fédérer et impulser un mouvement de fond capable de renouer avec les luttes émancipatrices qui ont permis les conquêtes sociales. Car la bataille pour le climat est bel et bien une bataille pour la transformation sociale et pour une société juste et solidaire. La prise de conscience de cet enjeu est fondamentale.

FRANÇOISE VERNA

# Austérité, dette, climat: même combat

■ «Attac s'est engagé dans les négociations climatiques en 2008. A l'époque, cela a suscité beaucoup de critiques arguant que les associations environnementalistes étaient pléthores. Aujourd'hui, cette question ne se pose plus. On a compris qu'avec la lutte contre le réchauffement climatique, on est au cœur de la vie en société, du comment nous voulons vivre ensemble sur cette terre que nous ne pouvons pas échanger contre une autre. C'est un sujet au centre de toutes les luttes et ces universités d'été ont particulièrement réussi à faire la jonction entre toutes les préoccupations: la finance, la Grèce, la catastrophe écologique en cours». Geneviève Azam, universitaire Toulousaine suivant les négociations climatiques depuis 2008 pour Attac, a introduit la plénière de clôture qui s'est déroulée hier.

Son cheval de bataille - la jonction des luttes - a effectivement trouvé de quoi galoper durant ces universités mais aussi durant les interventions de cette plénière. «Nous devons fédérer nos luttes», a ainsi clamé Nnimmo Bassay, personnalité internationalement reconnue d'une ONG du Niger, dans un message vidéo. «La bataille que nous devons mener pour le climat rassemble toutes les luttes, celle contre l'austérité, contre l'autoritarisme, contre le libre-échange», a estimé pour sa part Pablo Solon, ancien ambassadeur de la Bolivie dans les négociations climatiques de l'ONU. «Le TAFTA concerne d'abord une réécriture des règles de commerce et d'investissement, il veut donner des droits immenses aux multinationales, empêcher les Etats d'écrire des réglementations, s'écrit entre les Etats-Unis et l'Union européenne en excluant les autres pays... Mais il est aussi totalement incompatible avec la lutte contre le réchauffement climatique», confirme Amélie Cannone, membre d'Attac et d'Aitec (association de techniciens et d'experts). «Il va libéraliser le commerce des énergies fossiles entre les USA et l'UE et on parle ici du pétrole bitumineux du Canada qui transitera par les Etats-Unis et des gaz de schiste américains. Il va faire exploser le transport des marchandises».

## «Des conférences de pollueurs»

Ces universités ont d'ailleurs permis d'annoncer de nombreuses manifestations à venir, autour de la dette, du TAFTA, l'austérité, mais aussi à l'occasion de la Conférence internationale sur le climat qui se déroule à Paris en décembre, la COP21.

## Compte-rendu

A l'occasion de la conférence sur le climat de Paris - la COP21 - le message ciblera spécifiquement les responsables du dérèglement climatique.

Par Angélique Schaller



Les personnalités africaines et sud-américaines se montrent très dubitatives. «Les COP existent depuis longtemps, elles sont devenues des conférences de pollueurs», affirme ainsi Nnimmo Bassay. «Au début nous avions beaucoup d'espoir mais COP20, 21, 22... 3000! Maintenant, assez», tranche Pablo Solon. Peu d'attente aussi, sur le texte qui en ressortira. «Pas de contraintes, plus de marchés carbone, la promotion des nouvelles technologies... Le texte sera parfait, mais pour les transnationales», déplore le Bolivien. «Nous avons toutes les informations. Pourquoi les COP n'agissent pas pour interdire les énergies fossiles, imposer des accords contraignants et de vrais objectifs?» interroge encore Nnimmo Bassay. «En 2009, nous nous étions battus sur le texte mais depuis, tout a changé», confirme Geneviève Azam. «Les pays industrialisés ont refusé d'honorer leur dette écologique et sont contre tout accord contraignant. Cela a signé la dissolution de la communauté internationale. Désormais, on a une somme de déclarations volontaires d'Etats. C'est très libéral. A l'instar de Margaret Thatcher, qui disait que l'état n'existe pas et qu'il n'y a que des individus, on n'a désormais plus de communauté internationale mais une somme d'Etats». Sachant que sur 196 pays qui composent la

conférence, seuls 46 ont rendu leur copie à ce jour. Des propositions analysées par des scientifiques qui estiment que cela conduirait à une augmentation insoutenable de 4, 5 ou 6° d'ici la fin du siècle. Bien loin de la limite des 2° que s'étaient pourtant fixés collégialement les Etats. «Ce ne sera pas la baisse des émissions de gaz à effet de serre qui sera discutée à Paris», synthétise Geneviève Azam.

D'où le changement de braquet des militants. «Notre message va pointer la responsabilité des industriels et des lobbies qui ont colonisés l'ONU», ajoute la toulousaine. «Nous allons mener une campagne contre les énergies fossiles. 80% des réserves trouvées doivent rester dans les sous-sols si on veut avoir une chance de rester sous la barre des 2° d'augmentation». «Les grandes entreprises d'hydrocarbures devraient être exclues des COP car ce sont des criminels climatiques», insiste Nnimmo Bassay. Le terme est aussi utilisé par Pablo Solon: «il faut parler des crimes mais aussi des criminels climatiques», avant de conclure: «notre slogan peut paraître abstrait, "Changeons le système pas le climat". Mais il invite à la réflexion car cette crise est l'occasion pour nous de réfléchir au rôle de l'être humain et aux conséquences du capitalisme».

## La financiarisation de la nature décryptée

■ Un débat sur la financiarisation de la nature a été organisé jeudi. Les économistes Geneviève Azam, Jean-Marie Harribey et Christophe Bonneuil se sont attelés à expliquer ce que cela signifie concrètement et les origines historiques de cette évolution. Quelques idées développées:

### Trois étapes

«Il y a trois étapes, la monétarisation, la marchandisation et la financiarisation. Prenons l'exemple de l'eau. Une municipalité qui veut faire payer l'eau qu'elle distribue avec éventuellement des tarifs selon l'usage (boire ou remplir une piscine). Il s'agit de la monétarisation. Si elle confie cette tâche à une entreprise, on passe à la marchandisation. Si on émet des titres, on financiarise».

### Rareté et propriété

«Il s'agit de transformer la nature en bien économique. La notion de rareté est centrale dans la définition d'un bien économique. Comment instaurer cette rareté? Par la destruction ou en instaurant un droit de propriété intellectuelle».

### Un prix

Un bien suppose un prix. Comment fixer la valeur? Les travaux pionniers sont ceux du Canadien Robert Costanza qui en 1997 estime la valeur des services rendus par les écosystèmes entre 16 et 54000 milliards de dollars par an. Il y a deux ans, une étude chiffre à 22,9 milliards de dollars les services rendus par les chauves-souris. Comment? Les chauves-souris dévorent les insectes. On estime que le coût des insecticides non répandus grâce à leur présence est de 22,9 milliards. Des estimations existent aussi pour les fonctions chlorophylliennes d'une forêt, pour les océans, la pollinisation...

### Obligations catastrophe

On assiste à la création de nouveaux titres financiers: les obligations catastrophes, une forme d'assurance pour tous les risques importants type inondation, sécheresse... Bref, tout ce qui arrive avec le réchauffement climatique. Ces obligations sont à haut risque et donc à rendement élevé. Certains suggèrent que les Etats pourraient les émettre directement, d'autres qu'il faudrait en émettre pour les particuliers.